

fixe un maximum pour les versements et je crois que le gouvernement du Canada devrait aussi envisager un plafond pour que l'exploitation agricole familiale moyenne reçoive une aide plus substantielle.

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je ferai part de ces considérations aux ministres responsables.

L'honorable H. A. Olson: Honorables sénateurs, je voudrais un peu plus d'explications, ou peut-être le leader du gouvernement pourrait-il s'engager à nous expliquer davantage la déclaration positive qu'il a faite. Il a affirmé que cette somme de 1 milliard de dollars ne ferait pas partie des obligations qui incombent déjà au gouvernement en vertu de programmes existants, mais qu'elle serait peut-être distribuée par le biais de ces programmes.

Dois-je comprendre que ce montant de 1 milliard de dollars vient s'ajouter aux sommes que le gouvernement peut être forcé de payer en vertu du programme d'assurance-récolte et du programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest; qu'il ne fait pas partie des obligations que le gouvernement doit déjà respecter?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, il s'agit d'utiliser environ 1 milliard de dollars pour améliorer la marge brute d'autofinancement des agriculteurs touchés. Nous précisons que cette somme ne provient pas d'autres programmes agricoles, mais que nous nous réservons le droit d'utiliser des lois existantes pour la distribuer.

Le sénateur Argue: En d'autres termes, il s'agit de nouveaux crédits?

Le sénateur Olson: De nouveaux crédits sont prévus pour respecter les obligations que le gouvernement au titre du programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, par exemple. Il existe déjà une formule en vertu de laquelle un paiement doit être effectué dans certaines circonstances, comme la baisse de la marge brute d'autofinancement des agriculteurs. C'est là la question que je me pose; je veux savoir si cette somme viendra s'ajouter à ce que le gouvernement est déjà obligé de payer en vertu de la formule actuelle. Si j'en crois l'explication du ministre, cet argent sera distinct des obligations actuelles relatives aux programmes existants.

Le sénateur Murray: L'honorable sénateur entre dans bien des détails. Je souhaite examiner cette question de près, et bien entendu, je la soumettrai au ministre de l'Agriculture. Les détails du programme d'aide seront divulgués en temps et lieu, dès qu'ils auront été fixés.

● (1420)

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ATLANTIQUE

ON DEMANDE LE DÉPÔT DU TÉLEX ENVOYÉ PAR LE PREMIER MINISTRE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'honorable M. Lorne Bonnell: Honorables sénateurs, je voudrais poser au leader du gouvernement au Sénat une question qui lui plaira, j'en suis sûr, parce qu'elle porte sur l'Agence chargée de faciliter et de coordonner toutes les initiatives fédérales de développement dans la région de l'Atlantique. À l'autre endroit, on a apparemment posé au premier ministre des questions qui l'ont amené à sortir d'on ne sait où un télex envoyé par le premier ministre de l'Île-du-Prince-

Édouard et à en lire des passages. Je crois que ce dernier ne lui avait pas donné la permission de le faire et que le premier ministre n'a pas déposé le télex après en avoir lu une partie.

Le leader du gouvernement au Sénat pourrait-il nous procurer le texte complet de ce télex pour que nous puissions lire ce que l'un des premiers ministres des belles provinces de l'Atlantique a à dire sur l'Agence chargée de faciliter et de coordonner toutes les initiatives fédérales de développement dans la région de l'Atlantique? Le paragraphe qu'on trouve dans le harsard de l'autre endroit semble formidable. Peut-être que si nous lisions les autres paragraphes, nous, des provinces de l'Atlantique, pourrions appuyer l'agence aussi fermement que le premier ministre du Canada auquel j'aimerais aussi remonter le moral, mais pas avant d'avoir lu au complet et non en partie ce que le premier ministre avait à dire. Je suis certain que le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard serait heureux que le contenu de son télex soit révélé au complet.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Honorables sénateurs, j'ai lu le télex en question parce que le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard a eu l'amabilité de m'en faire parvenir une copie. Bien que je ne l'aie pas en main et que je ne puisse par conséquent le déposer immédiatement, je peux vous dire que le ton était aussi positif que le premier ministre l'a dit, et qu'on y trouvait des suggestions constructives sur la façon de mettre sur pied et de faire fonctionner cette agence. Compte tenu des conditions mentionnées par l'honorable sénateur, j'essayerai toutefois de déposer une copie du télex au Sénat dans un jour ou deux.

Le sénateur Bonnell: Merci. C'est comme ça que nous voulons que le Sénat fonctionne.

LE DISCOURS DU TRÔNE

MOTION D'ADOPTION DE L'ADRESSE EN RÉPONSE—SUITE DU DÉBAT

L'ordre du jour appelle:

Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Cogger, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à l'adoption d'une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'Elle a prononcé lors de l'ouverture de la session.—(*L'honorable sénateur MacEachen, C.P.*). (*1^{er} jour de la reprise du débat*).

L'honorable Allan J. MacEachen (chef de l'opposition): Honorables sénateurs, je remercie les sénateurs Cogger et Barootes d'avoir lancé ce débat et de s'être aussi vaillamment efforcés d'étayer le discours du trône. Ils ont certes fait du bon travail, étant donné la matière dont ils disposaient. Je voudrais revenir au débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône d'il y a deux ans. Je rappellerai les propos que le motionnaire, le sénateur Macquarrie, a tenus le 6 novembre 1984. En parcourant du regard la digne assemblée sénatoriale, dans un élan d'enthousiasme devant l'issue des élections, le sénateur s'était exclamé en ces termes: «Me voilà dans la seule assemblée législative de ce vaste pays où les libéraux ont la majorité». Le sénateur Macquarrie a fort bien fait de signaler ce déséquilibre aux Canadiens qui se sont dès lors empressés d'y